

les craintes de ceux qui annoncent l'arrivée d'une crise économique. Il est trop tôt pour le dire. Tout naturellement, ceux qui pensent qu'une crise économique favoriserait leurs intérêts politiques, ceux qui aimeraient pouvoir adresser très bientôt des reproches au Gouvernement, disent qu'il s'agit d'une grave crise économique. Il est naturel que le Gouvernement réponde qu'au fond la situation n'est pas si grave qu'on le pense, que, du moins, il l'espère. On diffère donc d'opinion, dans une certaine mesure. Je crois cependant que bien des députés, de chaque côté de la Chambre, de tous les partis, jugent les faits tels qu'ils sont et estiment que la situation est certainement inquiétante. Je crois que tous les partis reconnaissent également que si on ne prend pas de mesures pour aller au cœur même de la question, le problème du chômage deviendra vraiment grave.

Depuis un certain nombre d'années nous avons réussi à assurer de l'emploi parce que nous faisons la guerre, que nous nous préparions à la guerre ou que nous mettions en œuvre d'importants programmes d'aide à l'étranger, aide mutuelle, ou de prêt-bail, peu importe le nom car il y en avait plusieurs. Mais nous sommes tous passablement d'avis que l'expérience a démontré, tout au moins au cours des quelque vingt dernières années qu'il faut de quelque façon effectuer de fortes dépenses à l'égard de marchandises que nous ne consommons pas, par exemple des armes, ou des services comme la formation des militaires et autres. Nous pouvons donc dire que tôt ou tard il y aura une crise à moins que ne survienne une guerre ou encore qu'on n'effectue de fortes dépenses sous forme de préparatifs militaires ou d'autres dépenses extraordinaires, en vue de l'aide mutuelle ou d'améliorations sur le plan domestique, ou dans ces deux buts à la fois; ces dépenses devront faire normalement partie d'une façon permanente des programmes du gouvernement du Canada.

Une fois de plus on se demande d'où proviendront les fonds. Partout où nous nous tournons, c'est la même difficulté qui se pose. On se demande où trouver l'argent. Les États-Unis peuvent consacrer des sommes considérables aux préparatifs de guerre, pour aider diverses nations à lutter contre le communisme et le reste. Mais un jour viendra où ils atteindront la limite de leur pouvoir d'emprunt. Ils ont déjà atteint le niveau maximum d'impôts qu'ils peuvent prélever sans danger. Il y a donc lieu de se demander comment ils procéderont alors et comment nous agirons lorsque notre situation sera semblable à la leur?

[M. Blackmore.]

Sans trop descendre en ce moment dans les détails touchant les moyens à prendre pour obtenir de l'argent, puis-je mettre le sujet de côté temporairement, afin de consacrer toute mon attention à cette question d'obtenir de l'argent, de prélever des fonds. Nos impôts sont aussi élevés qu'ils peuvent l'être. Nous ne devons pas nous endetter davantage. Nous avons besoin de beaucoup plus d'argent. Où allons-nous le trouver?

Pendant que j'ai la parole, je pourrais indiquer cinq mesures qui seraient très avantageuses, si nous pouvons nous procurer l'argent nécessaire et je suis certain que nous le pouvons. Il y a d'abord le paiement aux cultivateurs d'une avance considérable par boisseau de céréales qu'ils entreposent sur leurs terres, des installations suffisantes d'entreposage sur les terres et des paiements aux agriculteurs à l'égard des céréales entreposées sur les terres.

Ceux d'entre vous qui se trouvaient à la Chambre le 17 novembre 1953 se rappellent que j'ai exposé un programme qui, selon moi, résoudrait le problème des agriculteurs de l'Ouest. Je suis toujours en faveur de ce programme. Un grand nombre y ont trouvé à redire d'une façon ou d'une autre, mais tôt ou tard ils ont admis que lorsque j'ai formulé cette proposition j'ai indiqué les besoins essentiels de la situation. J'ai proposé que des fonds soient mis à la disposition des cultivateurs à un intérêt d'au plus 2 p. 100 afin de leur permettre d'aménager des installations suffisantes d'entreposage sur les terres. Cela paraît si simple qu'on s'imaginerait que tout le monde devrait dire: Eh bien, c'est sûrement plein de bon sens.

Un grand nombre ont mal compris ma proposition. On a cru que les fonds devaient provenir de la caisse de la Commission du blé. Ce n'est pas bien. Il faudrait que ces sommes soient avancées par le gouvernement fédéral. Songeons à la Banque du Canada, créée à grand fracas en 1934. Tout le monde croyait qu'elle allait faire merveille pour nous. Tout le monde, ou à peu près, croyait qu'on allait pouvoir lui emprunter à 2 p. 100 afin d'aménager des entrepôts dans les fermes. Si elle est incapable de le faire, elle devrait se liquider d'elle-même, car elle ne nous vaut pas grand chose. Je pense qu'on en conviendra volontiers.

J'ai proposé qu'on avance 75c. le boisseau au titre de toutes les céréales convenablement emmagasinées. Je crois que tout le monde conviendra que c'est désirable. J'ai aussi demandé de verser des subventions au titre de toutes les céréales engrangées dans les fermes de façon que le cultivateur soit